ASSEMBLÉE NATIONALE

3 novembre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° II-3864

présenté par

Mme Pic, Mme Thomin, Mme Santiago, Mme Rabault, M. Baptiste, M. Mickaël Bouloux, M. Philippe Brun, Mme Pires Beaune, M. Aviragnet, Mme Battistel, M. Califer, M. David, M. Delaporte, M. Delautrette, M. Echaniz, M. Olivier Faure, M. Garot, M. Guedj, M. Hajjar, Mme Jourdan, Mme Karamanli, Mme Keloua Hachi, M. Leseul, M. Naillet, M. Bertrand Petit, M. Potier, Mme Rouaux, M. Saulignac, Mme Untermaier, M. Vallaud et M. Vicot

ARTICLE ADDITIONNEL**AVANT L'ARTICLE 50, insérer l'article suivant:****Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation »**

Dans un délai de douze mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport étudiant l'opportunité d'une évolution de l'âge à partir duquel le versement de l'allocation de reconnaissance du combattant et de la demi part fiscale des veufs ou veuves d'anciens combattants sont octroyées.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à d'étudier l'opportunité d'une évolution de l'âge à partir duquel le versement de l'allocation de reconnaissance du combattant et de la demi part fiscale des veufs ou veuves d'anciens combattants sont octroyées.

L'objet de cet amendement est de questionner les âges sélectionnés pour l'octroi de ces aides.

Pourquoi faut-il attendre d'avoir 65 ans pour bénéficier de l'allocation reconnaissance du combattant? De la même façon, pourquoi les veufs ou veuves d'anciens combattants doivent attendre d'avoir 74 ans pour bénéficier de la demi part fiscale?